

social



(Photo NR, P. Désert)

# Grogne chez Laser Contact

La réunion de négociation annuelle obligatoire du centre d'appel Laser Contact a eu lieu hier. Mécontentes sur la ligne syndicale.



Quatre syndicats n'appelaient pas au débrayage.

**A** l'image du temps, l'ambiance était glaciale hier après-midi à Chasseneuil, chez Laser Contact. Tandis que plusieurs dizaines de salariés, à l'appel de la seule CGT, avaient décidé de débrayer pendant une heure, les quatre autres syndicats du centre d'appel (CFDT, FO, CGC et CFTC) recevaient la presse au chaud pour lui faire part de leur vérité. Pour la CGT, cette dernière réunion de négociation annuelle obligatoire devait une nouvelle fois être l'occasion de demander 3 % d'augmentation. « On nous propose 17 euros en moyenne et 30 euros brut pour les niveaux d'entrée », déplore Richard Véron, délégué CGT. « La direction nous parle de difficultés et d'éventuels licenciements alors qu'elle a des difficultés de recrutement. »

« Elle ne veut pas non plus en-

tendre parler de mise en place de journées enfants malades ni de l'installation de fontaines à eau », ajoute un autre.

## Des avancées par le dialogue

Les autres syndicats jugent à l'inverse que la direction a déjà fait des avancées sur les salaires, « une proposition d'augmentation générale qui se situerait entre 1,2 et 2,2 % ».

### repère

#### Cinq sites en France

Laser Contact est le sixième opérateur français en gestion de la relation client. Le groupe emploie aujourd'hui 2.500 salariés, répartis sur 5 sites en France, dont plus d'un



Seule la CGT a débrayé.

Proposition plutôt réaliste aux yeux de la CFTC, « sachant que l'entreprise, tributaire de donneurs d'ordres qui l'ont mise en difficulté cette année, réalisera des bénéfices proches du zéro ».

Alors, ce sont vers les avan-

cées déjà réalisées ou à venir que ces syndicats se tournent : amélioration de la mutuelle, arrivée des tickets restaurants, mise en place d'un référent social qui aura pour mission d'accompagner les gens en difficulté...

Et de saluer ensemble le geste du comité de direction (une trentaine de personnes) « qui se sacrifie cette année à titre d'exemple et renonce à une augmentation ».

Sur du long terme, pensent ces derniers, « pour la vie de l'entreprise, ce sont de vraies avancées ».

Jean-Michel Guoin